



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 19/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur 

NOVAWOOD

34 Rue Gilbert Bize
54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

Références : 2024_2139
Code AIOT : 0003012003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement NOVAWOOD implanté chemin du Vaquené 54410 Laneuveville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à la visite du 27 juin 2023 relative à la gestion de risque incendie au sein de l'établissement exploité par la société NOVAWOOD. L'objet de la visite est de s'assurer du respect des échéances de cette précédente visite par l'exploitant de l'établissement.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- arrêté préfectoral n°202330961 du 17 novembre 2023 mettant en demeure la société NOVAWOOD de régulariser, dans un délai maximal de trois mois, sa situation administrative au regard de certaines prescriptions concernant le risque incendie de sa centrale de cogénération co-incinérant des déchets non dangereux et dangereux,

- arrêté préfectoral complémentaire n°20230962 visant à compléter les moyens de lutte contre l'incendie au sein de la centrale de cogénération co-incinérant des déchets non dangereux et dangereux exploitée par la société NOVAWOOD à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY,
- norme référencée NF S 62-200 de juin 2019 relative aux matériels de lutte contre l'incendie - Poteaux et bouches d'incendie sous pression - Règles d'installation, de réception et de maintenance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVAWOOD
- chemin du Vaquené 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Code AIOT : 0003012003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVAWOOD est autorisée par arrêté préfectoral n°20170094 du 8 mars 2018 modifié à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois non dangereux et dangereux (bois créosoté) sur le territoire de la commune de Laneuville-devant-Nancy. Elle est autorisée notamment au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- n°3520-b (co-incinération – autorisation – 432 tonnes/jour),
- n°3110 (combustion – autorisation),
- n°3550 (stockage temporaire de déchets dangereux – autorisation – 750 tonnes).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame

le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositifs de type aspersion d'eau à commande manuelle	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Dispositifs de type aspersion automatique d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Réduction du risque incendie	AP Complémentaire du 27/12/2023, article 2	/	Sans objet
4	Implantation des poteaux incendie	Norme du 01/06/2019, article 4.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté par sondage sur le suivi des échéances relatives à la gestion du risque incendie au sein de l'établissement exploité par la société NOVAWOOD situé sur le territoire de la commune de LANEUVILLE-DEVANT-NANCY (54410).

Les constats faits par l'inspection de l'environnement, réalisés par sondage, ont mis en évidence que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°20230961 du 17 novembre 2023 est respecté. Aussi, il est proposé à Madame le préfet de la Meurthe-et-Moselle de lever la mise en demeure susmentionnée.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de type aspersion d'eau à commande manuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 17/02/2024
Prescription contrôlée : <p>L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un dispositif d'extinction interne à chaque silo de stockage de combustible. Ces dispositifs sont déclenchés manuellement ; [...]- d'un dispositif d'aspersion d'eau à commande manuelle pour les paliers de la turbine et les centrales d'huiles ; [...] <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...] Le référentiel relatif au suivi des dispositifs d'aspersion d'eau automatique ou manuelle est la norme NFPA 25.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'Inspection a consulté le document intitulé "plans de maintenance sécurité incendie suivant la NFPA" du 22 janvier 2024. Ce document a fait l'objet d'une approbation par la société TÜV SÜD Global Risk Consultants qui est l'expert de l'assurance. Dans son rapport du 26 juillet 2024 transmis à la suite de cette inspection, l'expert précise que ce document est basé sur la NFPA.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a vérifié sa mise en œuvre par sondage en vérifiant la présence des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- rapport de visite annuelle sprinkler du 9 avril 2024 par la société INSTI,- rapport de visite d'entretien annuel GMPD B1 du 15 mai 2024 par la société INSTI,- analyse émulseur - étude n°10363 du 2 juillet 2024 par la société eau et feu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Dispositifs de type aspersion automatique d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2018, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

<ul style="list-style-type: none"> • date d'échéance qui a été retenue : 17/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 20230962 du 27 décembre 2023:</u></p> <p>L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>- d'un dispositif d'aspersion automatique en sortie des silos ; [...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...] Le référentiel relatif au suivi des dispositifs d'aspersion d'eau automatique [...] est la norme NFPA 25.</p> <p><u>Article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018 modifié par l'arrêté préfectoral 20230962 du 27 décembre 2023:</u></p> <p>L'exploitant [...] organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a consulté le document intitulé "plans de maintenance sécurité incendie suivant la NFPA" du 22 janvier 2024. Ce document a fait l'objet d'une approbation par la société TÜV SÜD Global Risk Consultants qui est l'expert de l'assurance. Dans son rapport du 26 juillet 2024 transmis à la suite de cette inspection, l'expert précise que ce document est basé sur la NFPA.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a vérifié sa mise en œuvre par sondage en vérifiant la présence du document suivant : rapport de service n°103072 de la société Fagus Grecon du 8 avril 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Réduction du risque incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/12/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant propose au préfet, dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un échéancier visant à prendre en compte l'ensemble des observations de la société TÜV SÜD Global Risk Consultants susvisé sous un délai d'un an maximum ; - les mesures compensatoires qu'il compte mettre en œuvre dans l'attente de la prise en compte des observations susmentionnées. <p>L'échéancier ainsi que les mesures compensatoires susmentionnées sont mis en œuvre dans un délai maximal d'un mois à compter de la réception de l'avis favorable du préfet.</p> <p>L'exploitant transmet le rapport de la société TÜV SÜD Global Risk Consultants au préfet de la Meurthe-et-Moselle dans un délai maximal d'un mois à compter de la fin de l'échéancier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier du 2 février 2024 l'échéancier demandé ainsi que les mesures compensatoires prévues. Celui-ci ne mentionne que trois observations non prises en compte sur les dix-huit initiales. Celles-ci concernent :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - le renforcement de la protection sous la turbine et la casse à huile, - la confirmation du rinçage du réseau enterré, - l'étude du besoin de détection incendie dans les armoires électriques déportées. <p>Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré à l'Inspection que l'ensemble des observations de la société TÜV SÜD Global Risk Consultant ont été prises en compte.</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage le renforcement de la protection sous la turbine et la caisse à huile.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 31 juillet 2024 le rapport de la société TÜV SÜD Global Risk Consultant levant les observations susmentionnées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Implantation des poteaux incendie

Référence réglementaire : Norme du 01/06/2019, article 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Un poteau doit être implanté sur un emplacement le moins vulnérable possible à la circulation automobile (exemple : décrochement de mur, pan coupé...). Lorsque cette condition ne peut pas être remplie, il doit être mis à l'abri des chocs mécaniques par un système de protection (murette, barrière...) [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27 juin 2023, l'Inspection a constaté que le poteau incendie numéro 1 ne disposait pas d'une protection mécanique alors que celui-ci était situé en proximité immédiate de la route. Aussi, l'Inspection avait invité l'exploitant, par courrier du 27 septembre 2023, à régulariser la situation de ce poteau.</p> <p>Le poteau numéro dispose désormais d'une protection mécanique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite